

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 10/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GE HEALTHCARE

128 rue des Chardonnerets ZAC PARIS NORD II
BP 60102 TREMBLAY 95700 ROISSY CDG CEDEX
95700 Roissy-en-France

Références : HELIOS_60318
Code AIOT : 0007407538

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2023 dans l'établissement GE HEALTHCARE implanté 128 RUE DES CHARDONNERETS PARIS NORD II 93290 Tremblay-en-France. L'inspection a été annoncée le 28/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôler la conformité aux exigences de sécurité relatives au risque incendie (post-Lubrizonl)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GE HEALTHCARE
- 128 RUE DES CHARDONNERETS PARIS NORD II 93290 Tremblay-en-France
- Code AIOT : 0007407538
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GE Healthcare est une société américaine. Elle se positionne comme l'un des leaders mondiaux de la fabrication d'équipements d'imagerie médicale. L'établissement de Tremblay-en-France stocke, assemble (ajout d'options), conditionne et commercialise du matériel médical sans sources radioactives (mammographes, appareils cardiovasculaires pour la pose de stent). Son emprise s'étend sur une superficie d'environ 8 000 m² de stockage (2 cellules) et 900 m² de bureaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérifier les suites de la précédente inspection
- Vérifier que le régime ICPE correspond à la nouvelle appréciation des dangers de la 1510
- Contrôler la conformité aux exigences de sécurité relatives au risque incendie post-Lubrizol

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites données à la précédente inspection	Autre du 09/05/2018	Sans objet
2	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Sans objet
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
6	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
7	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
8	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie (applicables aux déclarations existantes)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a formulé 4 observations. Elle propose au Préfet de département une lettre de suite demandant à l'exploitant d'y répondre et de transmettre les justificatifs nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites données à la précédente inspection

Référence réglementaire : Autre du 09/05/2018
Thème(s) : Autre, Suites données à la précédente inspection
Prescription contrôlée : NC 1 : Le retour du BSD indiquant le traitement final des boues issues du séparateur n'a pas été réalisé par le prestataire, le document est de ce fait incomplet. NC2 : La signalétique imposant le maintien dégagé n'apparaît pas au niveau de toutes les portes coupe-feu automatiques. NC3 : La signalétique imposant le maintien fermé n'apparaît pas au niveau de toutes les portes coupe-feu équipées de ferme-porte.
Remarques <ul style="list-style-type: none">- L'exploitant n'a pas un plan à jour des installations incluant le local de charge déclaré en 2007.- L'état des stocks est connu en quantités de pièces mais pas en masse.- La position ouvert /fermé n'est pas indiquée au niveau d'une canalisation d'air comprimé.- L'inspection a constaté la présence d'un interrupteur local a priori hors service, recouvert d'un plastique.- Les consignes interdisant d'apporter du feu sont absentes et l'interdiction de fumer n'apparaît pas au niveau des cellules de stockage (condition 1-7-3 de l'annexe 2 à l'arrêté du 11/04/17).
Constats : Tous les BSD sont intégrés dans le compte trackdéchets de GE Healthcare. La signalétique des portes coupe-feu et de l'interdiction de fumer est affichée sur l'ensemble du site. Le plan des installations comprenant le local de charge d'accumulateurs est désormais à jour. L'état des stocks a été présenté, il est réalisé hebdomadairement. La position de la vanne au niveau de la canalisation d'air comprimé est correctement signalée. L'interrupteur hors-service est consigné.
Toutes les non-conformités et remarques de la précédente inspection sont levées. Toutefois, l'état des stocks présenté n'est pas accompagné du plan de stockage (cf point de contrôle n°4).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les différents documents prévus par le présent arrêté. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.

<p>Constats : L'exploitant présente un classeur comprenant les éléments relatifs au classement ICPE suivants : la copie de la demande d'autorisation initiale, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 2002 et le récépissé de déclaration de succession du 21 avril 2009. L'activité du site n'ayant pas changé depuis la dernière visite, il n'y a pas de modification dans le classement des rubriques ICPE. Le site n'est pas équipé d'un système d'extinction automatique (sprinklage)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.</p>
<p>Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente l'état des stocks établi le 06/12/2023. Cet état des stocks ainsi que l'inventaire physique sont mis à jour hebdomadairement. L'état des stocks est affiché à l'accueil du site. Il n'y pas de matières dangereuses présentes dans l'établissement. Le plan présenté par l'exploitant n'est pas suffisamment précis sur la nature des matières stockées. L'état des stocks doit être accompagné d'un plan général des zones de stockage qui doit préciser la nature des matières stockées (bois, plastiques, cartons).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : État des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a</p>

<p>minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks est établi par rubrique ICPE (1510, 1530, 1532 et 2663), il est affiché à l'accueil du site. Le volume de stockage de l'entrepôt est réparti de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La capacité totale de stockage de l'entrepôt ne doit pas dépasser 70 439,51 m3. - La surface de la cellule A est égale à 5127 m2 et celle de la cellule B à 2627 m2. <p>Les matières réellement stockées sont conformes à l'état des stocks présenté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : État des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Inventaire synthétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'existe pas de fiche synthétique qui permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>L'exploitant doit établir une fiche synthétique des matières stockées sous 2 mois</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m2 ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. <p>[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.

<p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> <p>Constats :</p> <p>Il n'est pas stocké de liquides inflammables ni de matières dangereuses sur le site. Le matériel d'imagerie médical est stocké en masse ou en rack.</p> <p>Les deux types de stockage respectent les prescriptions en vigueur, à savoir : moins de 10m de hauteur, à 1m de distance des parois extérieures (éloignement des parois matérialisé par des palettes vides au sol ou par du ruban de signalisation) et les îlots sont séparés par des allées de 2m de large.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p> <p>Constats :</p> <p>Le site ne stocke pas de liquides inflammables.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
Thème(s) : Actions nationales 2023, La détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et</p>

<p>adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p>La détection incendie est présente dans chaque cellule ainsi que dans les locaux techniques (local de charge, local électrique et chaufferie).</p> <p>Le plan des détecteurs incendie est disponible dans le poste de sécurité.</p> <p>En cas de détection incendie hors heures ouvrées, la société de télésurveillance est appelée. Elle envoie un rondier pour assurer la lever de doute. Ce dernier est en mesure de pourvoir joindre l'astreinte de la société Vinci, en charge de la maintenance du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. <p>[...]</p> <p>[En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations déclarées av 2017 mais doivent néanmoins justifier de la disponibilité effective des débits d'eau.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. [...]</p>

<p>Constats : L'entrepôt est doté de 3 poteaux incendie privés. Il est également à porter d'atteinte de 2 poteaux incendie publics. Les poteaux d'incendie privés sont contrôlés annuellement et positionnés de sorte à respecter la règle d'un minimum de 150m de distance entre chaque poteau et 100m de distance avec le point le plus éloigné de la cellule de stockage voisine. Enfin, l'entrepôt est équipé de 75 extincteurs et 10 RIA, tous vérifiés en 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie (applicables aux déclarations existantes)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p>Constats : Un exercice incendie a été réalisé le 07/11/2023, avec les 3 sociétés présentes sur le site (GE Healthcare, Vinci facilities et Securitas). Cet exercice a notamment mis en avant que les serre-files et les guide-files ne sont pas forcément présents sur le site car en situation de télétravail. L'exploitant montre la volonté de former la totalité du personnel présent sur le site. De plus, les gardiens de la société Securitas vont être mis en situation incendie une fois par trimestre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; – l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; – les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; – la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; – les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; – les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;

<ul style="list-style-type: none"> – le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; – la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; – la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; – la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; – les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; – les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> <p>Constats :</p> <p>Le PDI du site a été présenté à l'inspection. Plusieurs éléments du PDI sont manquants : les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ou encore l'alimentation des différents points d'eau et les modalités de mise en œuvre de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule.</p> <p>Les plans du PDI ne sont pas tous à jour : le plan des cellules de stockage est à compléter ; l'emplacement des lignes à haute tension présentes au-dessus de l'entrepôt est à revoir ; les murs coupe-feu sont à prolonger vers le local de charge.</p> <p>L'inspection note que le rondier doit contractuellement intervenir en moins de 30 minutes sur le site en cas de report d'alarme de détection incendie hors heures ouvrées et l'équipier d'astreinte technique en moins de 2h après l'appel du rondier si son intervention est nécessaire.</p> <p>Un exercice d'évacuation est réalisé tous les ans pour tout le personnel présent. En complément, un exercice de lutte contre l'incendie avec appel des secours simulé est organisé au moins tous les 3 ans.</p> <p>Une zone de rétention des eaux d'un volume de 423 m3 existe au niveau des quais de chargement/déchargement.</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour le PDI du site conformément au point 23 de l'annexe 2 de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié et le transmettre au service d'incendie et de secours, sous 3 mois.</p> <p>L'exploitant doit étendre la formation aux moyens d'extinction et à l'alerte des secours à l'ensemble du personnel susceptible d'intervenir sur un incendie, y compris les gardiens et rondiers ainsi que leurs remplaçants en cas de congés, sans délai.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 12 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans</p>

son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

L'étude des flux thermiques, obligatoire depuis le 1er janvier 2023 n'est pas présentée. La société Prologis, en tant que propriétaire des locaux, prend à sa charge la réalisation de cette étude. Elle a recueilli l'ensemble des informations nécessaires auprès de l'exploitant. L'étude devrait être disponible courant janvier 2024.

L'exploitant doit transmettre l'étude des flux thermiques à l'inspection. Cette étude comportera notamment une évaluation du flux subi par les lignes à haute tension présente au-dessus de l'entrepôt.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois